

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VPR SAS

9-11 rue de la Garenne
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : ud95-2025-0662
Code AIOT : 0006506050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement VPR SAS implanté Parc d'activités du Vert Galant - Lieu dit Les petites bornes 9-11 rue de la Garenne 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VPR SAS
- Parc d'activités du Vert Galant - Lieu dit Les petites bornes 9-11 rue de la Garenne 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VPR est une entreprise stockant et livrant des pièces automobiles pour les professionnels.

L'entrepôt est de 6 500 m² comprenant une mezzanine de 1 500 m². L'entreprise a construit récemment un nouveau bâtiment à destination de garage afin d'effectuer des réparations sur des véhicules (rayures, pare-chocs déformés ...).

Ils ont actuellement 95 employés en CDI et 3/4 employés intérimaires.

Les horaires de l'entreprise sont de 3h30 à 20 h.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Etude des effets thermiques - FLUMILOG - Mesure à prendre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 Annexe VIII	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
7	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque accidentels, Maintenance périodique des installations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Risque accidentels, Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Remarque
3	Situation administrative – Nouveau garage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2 Annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 5 et 16	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Etude des effets thermiques - FLUMILOG - Réalisation de l'étude	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a levé les non-conformités relevées lors de l'inspection en date du 21 février 2025. Cependant deux nouvelles non-conformités conduisant à une proposition de mise en demeure au vu des enjeux, ont été relevés.

Ces non-conformités portent sur la constatation d'effet thermique létal sortant du site dont des mesures doivent être réalisées ainsi qu'un manque d'eau en cas d'incendie dont des solutions sont actuellement explorées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque accidentels, Maintenance périodique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque accidentels, Maintenance périodique des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/12/2025
Prescription contrôlée : 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
Constats précédents : [...] <u>IV Portes coupe-feu</u> L'exploitant n'a pas réalisé de test sur les portes coupe-feu en 2024, ni durant les deux premiers mois de 2025. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé de test sur ses portes coupe-feu assurant leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de maintenance de la porte coupe-feu réalisé le 10 mars 2025 par la société PARFLAM SA. Le rapport n'indique aucune anomalie. La prescription est respectée et donc la non-conformité de l'inspection en date du 21 février 2025 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque accidentels, Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risque accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025
Prescription contrôlée : <p>23. Plan de défense incendie (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°)</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">– les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;[...]– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;– s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;

- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
[...]

Constats précédents :

[...]

Le PDI ne comprend pas les éléments suivants :

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en période non ouvrée. Cependant, l'exploitant a rajouté cet élément et envoyé par courriel le 21 février 2025 ;
- la procédure du fonctionnement de la vanne de barrage. La fermeture de la vanne de barrage n'a pas été intégrée dans les schémas d'interventions.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté un stockage de véhicules à l'extérieur de l'entrepôt ainsi qu'un nouveau bâtiment en cours de construction (cf. point n°1 à 3). Le PDI ne prend pas en compte ces nouveautés qui entraînent notamment la modification de la circulation des services de secours.

La prescription contrôlée n'est pas respectée.

Non-conformité : Le Plan de Défense Incendie de l'exploitant n'est pas complet, n'est pas à jour au vu des modifications sur le site et certains plans ne sont pas suffisamment lisibles.

Constats :

L'exploitant a fourni le Plan de Défense Incendie (PDI). L'exploitant a rajouté les documents suivants :

- Plan indiquant la position de la vanne de barrage avec la barre en T pour sa fermeture,
- Procédure écrite du fonctionnement de la vanne de barrage,
- Schéma d'alerte non ouvrée,
- Mise à jour du plan du site avec notamment l'implantation du nouveau garage.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a tracé les places de stockage des véhicules (concessionnaire) à l'extérieur. Ainsi, l'exploitant a clarifié la voie pompier. Cependant, le plan du site présent dans le PDI, n'a pas le tracé les emplacements des véhicules extérieurs.

Au vu des éléments apportés, l'exploitant a complété le PDI et ainsi respecte la prescription contrôlée. La non-conformité en date du 21 février 2025 est levée.

Remarque : L'exploitant devra mettre à jour le marquage du stockage des véhicules extérieurs ainsi que le tracé de la voie pompier sur les nouveaux plans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative – Nouveau garage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2 Annexe II
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative – Nouveau garage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
Prescription contrôlée : 1.8.2. Modifications Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.
Constats précédents : [...] Non-conformité : L'exploitant construit actuellement une nouvelle construction comprenant un futur garage. L'exploitant doit fournir un Porter à Connaissance au Préfet de cette modification d'activité en lui fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment relatifs à la gestion du risque accidentel.
Constats : L'exploitant a fourni par courrier le 24 avril 2025 le porter à connaissance portant sur la construction du garage. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'activité menée dans ce nouveau bâtiment correspond à une activité de garage. La prescription est respectée et donc la non-conformité de l'inspection en date du 21 février 2025 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/1990, article 5 et 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risque accidentel – Intervention des secours à l'intérieur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025
Prescription contrôlée : Article 16 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1990 Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur ; [...] Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.
Constats précédents : Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a stocké à l'extérieur des véhicules de concessionnaires au Nord-Ouest du site. L'exploitant a stocké les véhicules en laissant deux voies d'environ 5 m destinées aux services de secours au Nord-Ouest et une voie d'environ 5 mètres à l'Ouest. [...] Cependant, l'Inspection a constaté que 2 véhicules stockés entravait à la circulation des services de secours. Les autres parties extérieures du site ne présentaient pas d'anomalie. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité : L'exploitant ne garantit pas le maintien de la libre circulation des services de secours au Nord-Ouest de son site. L'exploitant doit mettre en place des mesures garantissant cette libre circulation des services de secours.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a matérialisé les places de stockage des véhicules (appartenant aux concessionnaires) à l'extérieur. L'Inspection a constaté la présence d'un petit nombre de véhicules qui étaient garés correctement sur les places réservées. Les voies de circulations étaient donc délimitées et dégagées (aucun obstacle). Ainsi, l'exploitant garantit la libre circulation des services de secours au Nord-Ouest de son site. Les autres parties extérieures du site ne présentaient pas d'anomalie. La prescription est respectée et donc la non-conformité de l'inspection en date du 21 février 2025 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude des effets thermiques - FLUMILOG - Réalisation de l'étude

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, FLUMILOG
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats précédents : <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'étude par la méthode FLUMILOG.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude des effets thermiques par la méthode FLUMILOG.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni par courrier le 24 avril 2025, l'étude de flux thermique à l'aide de la méthode FLUMILOG.</p> <p>La prescription est respectée et donc la non-conformité de l'inspection en date du 21 février 2025 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etude des effets thermiques - FLUMILOG - Mesure à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, FLUMILOG
Prescription contrôlée : 2. Mesures à prendre A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m ² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m ² : - soit un système d'extinction automatique d'incendie ; - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m ² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative. B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m ² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques. S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois. Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables. C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m ² au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe. Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des

limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.

Constats :

L'exploitant a fourni par courrier le 24 avril 2025, l'étude de flux thermique à l'aide de la méthode FLUMILOG.

L'étude indique des effets sortants au Nord du site. De plus, en ce lieu, la voie pompier traverse la zone létale. L'étude indique que les mesures prévues qui permettraient à l'établissement d'être conforme sont la mise en place d'un écran thermique REI120 de la façade Nord de la cellule 1.

L'exploitant a également expliqué avoir pris en compte l'étude pour le nouveau tracé de la voie de secours sur la partie Nord-Ouest du site afin d'éloigner les pompiers des effets létaux.

L'exploitant a fourni lors de l'inspection, un devis en date du 23 mai 2025 réalisé par la société MADISOLATION. Ce devis détaille la mise en place d'une isolation coupe-feu 2 heures sur toute la hauteur d'un mur (cellule 1) par flocage. Cependant, la date de validité était arrivée à son terme : 21 août 2025.

L'exploitant a fourni par courriel le 17 novembre 2025, un nouveau devis en date du 17 novembre 2025 réalisé par la société MADISOLATION. Ce devis n'a pas été daté, ni signé par l'exploitant ou par le représentant de l'établissement.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que la zone où sortaient les effets thermiques excédant 8 kW/m² était située sur une voie privée appartenant à la société LA MAISON DU WHISKY.

La prescription prescrite n'est pas respectée.

Non-conformité : L'étude des effets thermiques modélisée avec l'outil FLUMILOG met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² sortant en limite Nord du site. L'exploitant doit mettre en place des mesures afin de ne plus avoir d'effet thermique supérieur à 8 kW/m² sortant du site. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 2 Annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Débit et besoin en eau en cas d'incendie
Prescription contrôlée : 13. Moyens de lutte contre l'incendie (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. [...]
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 20 août 2025, le rapport du dimensionnement des besoins en

eau selon le guide D9. Le rapport indique que le besoin en eau du site est de 420 m³/h. Cependant, l'attestation de conformité des poteaux incendie en date du 05 mai 2025, qui a été envoyée par l'exploitant par courriel le 05 mai 2025, indique que le débit simultané des trois poteaux incendie protégeant le site (deux privés et un public) permet d'avoir environ au total 300 m³/h.

Le besoin en eau du site est donc insuffisant.

L'exploitant a contacté le service de l'eau de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CYO). L'exploitant a envoyé par courriel le 17 novembre 2025 un courrier du CYO, en date du 04 novembre, indiquant que « *La société CYO certifie, que la canalisation Dn200 en partie privative sur le site du 9/11 rue de la garenne à Saint-Ouen-l'Aumône, ne peut recevoir de Poteaux d'incendie supplémentaire.* ».

L'exploitant a expliqué explorer deux alternatives :

- La mise en place d'une citerne,
- Un accord tripartite entre l'entreprise VPR, l'entreprise LA MAISON DU WHISKY et le SDIS.

Pour la mise en place d'une citerne, l'exploitant a fourni deux devis :

- par la société PARFLAM en date du 29 septembre 2025,
- par la société ABEKO en date du 25 septembre 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a montré à l'Inspection la localisation possible de la citerne. Elle peut être installée au Nord-Ouest du site. L'Inspection a constaté que la place de la mise en place d'une citerne en ce lieu était possible. De plus, il y a également la place pour la création d'un emplacement réservé au camion sans occasionner de gêne pour le passage d'un autre camion ou autre véhicule.

Pour l'accord tripartite, l'exploitant a expliqué avoir discuté de sa situation avec le responsable du site LA MAISON DU WHISKY, qui lui a proposé oralement de partager la citerne présente sur son site. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que cette société est située au Nord du site et possède une citerne. Cette citerne semble être à moins de 100 m du site. Une voie privée appartenant à la société LA MAISON DU WHISKY ainsi qu'une clôture sépare les deux sites.

La mutualisation des besoins en eaux n'est possible qu'en cas d'accord entre les entreprises, le SDIS, l'Inspection et le SPR.

Au vu du manque d'eau sur le site en cas d'incendie, la prescription contrôlée n'est pas respectée. De plus, il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Cependant, au vu des éléments apportés à l'Inspection et du temps nécessaire à la remise en conformité, l'Inspection propose un délai long de 12 mois.

Non-conformité : La quantité d'eau en cas d'incendie présente sur le site n'est pas suffisante. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, dans un délai de 12 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois